

Déclaration de Brandler, Radek et Thalheimer

(25 mars 1925)

Accusés de travail fractionnel et menacés d'exclusion, les responsables disgraciés du P.C. allemand en octobre 1923 nient, mais seront blâmés et retenus à Moscou jusqu'en 1928. [source: *Cahiers du bolchevisme*, n° spécial du 22 mai 1925]

Nous considérons :

1. - Les divergences qui ont existé entre les signataires de cette déclaration et l'Exécutif de l'Internationale Communiste au sujet du mot d'ordre du gouvernement ouvrier comme historiquement épuisées. L'idée que le gouvernement ouvrier peut être plus qu'un mot d'ordre d'agitation ne pouvait apparaître dans une période de désagrégation aiguë de la société capitaliste, qui opposait les masses ouvrières social-démocrates aux chefs de la social-démocratie. Et permettait d'espérer que, par une coalition avec les éléments social-démocrates de gauche, on parviendrait à conquérir provisoirement des positions transitoires dans la lutte pour la dictature du prolétariat. La stabilisation du capitalisme qui, depuis novembre 1928, se manifeste chaque jour davantage en Europe Occidentale et renforce la social-démocratie, oblige l'Internationale Communiste à se retourner de la façon la plus violente contre la social-démocratie et réduit le mot d'ordre du gouvernement ouvrier à une valeur purement d'agitation. Dans quelles conditions viendra la nouvelle vague de révolution, quelles exigences présentera-t-elle aux partis de l'Internationale Communiste ? On ne peut le prévoir aujourd'hui. C'est pourquoi les divergences qui ont existé sur cette question au V^e Congrès ont pour nous une portée purement historique.
2. - Le souci principal pour nous, durant l'année écoulée, a été de conserver le caractère de masse des partis communistes, menacés par l'hostilité du comité central allemand contre les revendications partielles et par sa politique d'organisation mettant en dehors du parti des éléments prolétariens de valeur, les fondateurs mêmes du parti, uniquement parce qu'ils réclamaient une politique qui devait éviter au parti de devenir une secte révolutionnaire. Les thèses du camarade Zinoviev, président du C.E. de l'I.C., publiées le 22 mars, montrent que la direction de l'Internationale Communiste voit les dangers qui menacent. Quoique ces thèses contiennent des affirmations erronées sur notre politique, nous déclarons qu'elles répondent à notre point de vue et que nous en sommes solidaires.
Nous constatons avec satisfaction que la direction de l'Internationale Communiste explique aux partis que leur bolchévisation exige l'adaptation la plus consciencieuse aux particularités de chaque pays, que la bolchévisation ne peut être obtenue que par la libre discussion dans les organisations et par un régime de démocratie dans le parti permettant la sélection d'une direction formée de camarades les plus expérimentés. Nous constatons avec satisfaction que la direction de l'Internationale Communiste oblige tous les partis à prendre toutes les mesures qui doivent assurer une évolution intérieure saine et normale et écarter les résultats de la lutte de fractions qui a précédé.
3. - Nous déclarons que nous ferons tout notre possible pour aider à atteindre ce but. Nous estimons de notre devoir d'attirer l'attention de l'Exécutif sur la nécessité qui s'impose pour cela d'annuler l'exclusion et de réintégrer dans le parti plus de 50 prolétaires qui sont les fondateurs du parti communiste allemand. Certains d'entre eux ont été exclus pour avoir défendu la politique des revendications partielles, d'autres pour des infractions à la discipline qui, si elles ont eu lieu, proviennent de ce que le C.C. allemand n'a pas suffisamment suivi la ligne que proposent maintenant les thèses du camarade Zinoviev.
Sans vouloir prendre la défense d'aucune infraction à la discipline du parti, nous prions l'Exécutif de considérer qu'il s'agit d'excellents éléments prolétariens, qui, déjà, pendant la guerre, ont travaillé illégalement, en révolutionnaires, et qui, après leur exclusion, ont montré par toute leur conduite et tous leurs actes qu'ils sont des communistes convaincus. La réintégration de camarades comme Westerman, Daisen, Voelker, non seulement réparera l'injustice commise envers eux, mais facilitera l'élimination de tout élément de lutte de fractions au sein du parti communiste allemand et la création d'une véritable unité.
4. - Notre déclaration a pour but d'aider ce travail et de favoriser la réalisation des grandes tâches qui incombent maintenant à l'Internationale Communiste. Jamais l'unité de l'Internationale Communiste n'a été aussi nécessaire que maintenant. Nous sommes persuadés que les camarades d'Allemagne, liés à nous par quinze ans de travail commun, se joindront aux principales idées de la présente déclaration. L'évolution du mouvement communiste en Occident nécessite une synthèse des dirigeants formés dans la lutte idéologique contre la social-démocratie déjà au sein de celle-ci, et qui, après avoir rompu avec elle ont fondé les partis communistes avec les éléments jeunes, venus au communisme dans les combats de 1919 et plus tard, et qui reflètent l'état d'esprit de la jeunesse ouvrière grandie après la guerre. Enterrer les anciennes divergences de fractions, élaborer une ligne bolcheviste dans le feu de l'autocritique et sur le terrain de la démocratie dans les partis, voilà les objectifs qui seront atteints si les thèses du camarade Zinoviev sont non seulement adoptées par l'Exécutif élargi, mais aussi appliquées.

Moscou, 25 mars 1925.

H. Brandler, K. Radek, A. Thalheimer

Réponse à la déclaration de Brandler, Radek et Thalheimer

Mars 1925

Proposée par la délégation du P.C.R. et adoptée par l'Exécutif élargi de l'I.C. [source: *Cahiers du bolchevisme*]

Ayant pris connaissance de la déclaration de Brandler, Radek et Thalheimer du 25 mars 1925, l'Exécutif élargi de l'I.C. estime nécessaire de faire les remarques suivantes: Radek, Brandler et Thalheimer portent la plus grande responsabilité des déformations social-démocrates de la tactique du P.C. allemand qui ont causé un tel préjudice au mouvement révolutionnaire allemand en 1923. La tendance dirigée par Radek, Brandler et Thalheimer a voulu transformer la tactique révolutionnaire du front unique en une tactique de coalition avec la social-démocratie. Par la politique "saxonne", les conditions de l'entrée de Brandler dans le gouvernement saxon, le "travail" qu'il y a mené, etc., cette "tendance transformait la tactique des communistes en une vulgaire comédie parlementaire, qui a révélé la banqueroute politique complète des trois camarades en question".

Le 13^e Congrès du P.C.R. a déclaré à l'unanimité que la politique du camarade Radek, qui avait voulu parler au nom du P.C.R., n'avait rien de commun avec la véritable politique de ce dernier. Le Congrès de Francfort du Parti communiste allemand condamna tout aussi résolument la ligne de Brandler et de Thalheimer. Enfin, le V^e Congrès de l'Internationale Communiste condamna sévèrement, au nom des Partis communistes du monde entier, les déviations mencheviques de ces trois camarades.

Au lieu de reconnaître sincèrement leur erreur politique, Radek, Brandler et Thalheimer, par leur déclaration du 25 mars 1925, ne font qu'approfondir leur erreur. Ils proclament leur "solidarité" avec les thèses de la session actuelle de l'Exécutif élargi. Mais ils considèrent leurs anciennes divergences avec l'Internationale Communiste sur la question du Gouvernement ouvrier et paysan comme "historiquement épuisée", pour l'unique raison que "la période de désagrégation aiguë de la société capitaliste s'est arrêtée". Et ils continuent de croire que, lorsque la lutte révolutionnaire s'accroîtra de nouveau, on pourra revenir à l'ancienne tactique de Radek, Brandler et Thalheimer, qu'ils définissent eux-mêmes dans leur déclaration du 25 mars 1925 comme visant à "conquérir provisoirement, par une coalition avec les éléments social-démocrates de gauche, des positions transitoires dans la lutte pour la dictature du prolétariat". Les auteurs de cette déclaration ont montré ainsi qu'ils se placent entièrement, comme autrefois, sur le terrain de la tactique de coalition avec la social-démocratie, ou, en d'autres termes, continuent à se départir du bolchevisme pour le menchevisme.

Pendant le V^e Congrès de l'I.C., les camarades Radek, Brandler et Thalheimer ont continué à insister sur leur position anti-communiste. Dans les articles des camarades Thalheimer et Kreibich, écrits immédiatement après le V^e Congrès, leur position anti-communiste était encore plus accentuée. Toute l'activité de ces camarades entre le V^e Congrès et la session actuelle de l'Exécutif élargi a été entièrement dirigée contre la ligne du 5^{ème} Congrès. Et si les camarades Radek, Brandler et Thalheimer écrivent dans leur déclaration du 25 mars que ce qui importait le plus pour eux "durant l'année qui s'est écoulée était de conserver le caractère de masse des partis communistes", cette affirmation ne peut être prise au sérieux. L'Internationale Communiste, fondée sous la direction de Lénine, et qui reste toujours fidèle au léninisme, a, dès les premiers instants de son existence jusqu'à aujourd'hui, travaillé entièrement à créer et à conserver des partis prolétariens *de masse*. La différence entre l'Internationale Communiste et la "tendance" que représentent Radek, Brandler et Thalheimer mènent une politique de parti "de masse" *demi-mencheviks*. Dans la bouche des trois camarades, les mots de "secte révolutionnaire" ont le même sens la déclaration analogue de Paul Lévi.

La conduite de ce groupe dans la question de la variété trotskiste du menchevisme était tout aussi insincère. Tandis que toute l'Internationale Communiste condamnait nettement le trotskisme, Radek, en Russie, soutenait directement le trotskisme, et Brandler et Thalheimer écrivaient des déclarations équivoques, essayant, par un demi-reniement du trotskisme, de conquérir la possibilité d'attaquer notre Parti frère d'Allemagne.

Un fait qui jette une lumière encore plus claire sur la déclaration de Radek, Brandler et Thalheimer du 25 mars 1925 est que cette déclaration est faite au moment où la Commission centrale de contrôle du P.C.R., qui a examiné, avec la participation des représentants de la Commission de contrôle international, la question du "travail" fractionniste et scissionniste de ces trois camarades dans le Parti communiste allemand, est arrivé à cette conclusion que Radek, Brandler et Thalheimer mériteraient d'être exclus du P.C.R. et par là même de l'Internationale Communiste.

Si, après tout ce qui vient d'être dit, on ne peut attribuer une grande importance à la déclaration de Radek, Brandler et Thalheimer, affirmant leur "solidarité" avec la tactique de l'Internationale Communiste en général, l'Internationale Communiste peut d'autant moins avoir confiance en cette déclaration lorsqu'elle est faite après la décision de la Commission centrale de contrôle.

L'Exécutif élargi de l'I.C. considère que cette déclaration, politiquement insincère, de Radek, Brandler et Thalheimer, n'est pas autre chose qu'une manœuvre tactique cousue de fil blanc et empruntée à l'arsenal des chefs social-démocrates, dirigée contre la ligne du V^e Congrès, et c'est pourquoi il refuse de la prendre en considération.